

fournissant de l'aide humanitaire et en participant à la reconstruction de la société et de l'économie ainsi qu'à l'édification de la démocratie.

- Le Canada et l'UE organisent aussi régulièrement des réunions d'experts sur une foule de questions d'intérêt commun touchant les politiques régionales, qui sont soulevées au sein d'autres forums multilatéraux importants, comme le G-8, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord et les Nations unies.

### *Relations économiques*

- Après les États-Unis, l'UE est le principal acheteur d'exportations canadiennes : de 1985 à 1997, ces achats ont représenté en moyenne 30 p. 100 de celles qui n'étaient pas destinées aux États-Unis. En 1997, les exportations canadiennes vers l'UE se sont chiffrées à 14,4 milliards de dollars, et les importations, à 26,8 milliards. À long terme (de 1985 à 1997), elles ont affiché un taux de croissance annuel composé de 6,8 p. 100, ce qui fait de l'UE le deuxième partenaire commercial du Canada, après les États-Unis. Les produits à valeur ajoutée, comme le matériel de transport et les machines, constituent une part grandissante de ces exportations.
- En 1997, les revenus canadiens provenant des exportations de services vers l'UE dans le secteur des voyages, des transports, du commerce et des services gouvernementaux ont atteint 6,7 milliards de dollars. Depuis 1988, ces exportations enregistrent une croissance annuelle de 8,1 p. 100, entraînant un surplus de 1,8 milliard de dollars en moyenne au désavantage de l'UE, principalement dans le secteur des transports.
- L'UE est la source d'environ 65 p. 100 de l'investissement étranger direct au Canada, ne provenant pas des États-Unis. L'Europe est également un important fournisseur de capitaux d'investissement pour les entreprises canadiennes.
- L'investissement direct du Canada dans les pays membres de l'UE représente 21 p. 100 de l'ensemble de l'investissement étranger direct du Canada. Depuis 1985, cet investissement augmente de 15 p. 100 annuellement et dépasse maintenant le montant de l'investissement direct de l'UE au Canada.